

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Maintien d'un climat des affaires favorable dans une économie encore fragile

Après une progression importante au trimestre précédent, l'indicateur du climat des affaires se replie certes légèrement au quatrième trimestre 2012 (- 4,2 points) mais reste au-dessus de sa moyenne de longue période (+ 6,2 points). Malgré les opinions négatives des chefs d'entreprise sur le niveau d'activité économique du trimestre passé, la bonne orientation des anticipations pour le premier trimestre 2013 permet le maintien d'un climat des affaires favorable à Mayotte.

Dans un contexte de relative résilience, suite aux difficultés persistantes éprouvées depuis la fin de l'année 2011, la situation économique présente des signes de léger redressement depuis le troisième trimestre 2012 mais demeure encore fragile.

Ainsi, le niveau d'activité du quatrième trimestre 2012 s'est révélé en deçà des prévisions optimistes des chefs d'entreprise qui avaient bénéficié d'une conjoncture particulièrement favorable au troisième trimestre 2012. Bien que certains indicateurs se redressent comme la consommation des ménages ou les importations de biens, d'autres se dégradent, à l'image du niveau des prix ou du nombre de demandeurs d'emploi qui repartent à la hausse.

Hormis dans le secteur du commerce pour lequel une dégradation de l'activité a de nouveau été enregistrée, les chefs d'entreprise font état d'une activité stabilisée, mais à un faible niveau, et de trésoreries nettement détériorées en raison des importants délais de paiement de leurs clients. Les anticipations formulées par les chefs d'entreprise sur leur activité générale pour le début 2013 sont positives. Les prévisions d'investissement fléchissent mais restent bien orientées. Ces éléments confirment la fragilité persistante de la situation économique qui reste instable.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OCÉAN INDIEN

L'économie **malgache** se contracte au quatrième trimestre 2012, après deux trimestres consécutifs de progression. La consommation diminue, en raison d'une baisse des ventes de véhicules neufs et des importations de biens alimentaires. Les exportations reculent également, notamment celles de crevettes. L'activité touristique reste bien orientée, avec une hausse de 12,0 % du nombre de touristes sur un an. La Banque Mondiale estime le taux de croissance du PIB malgache à 2,7 % pour 2012.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique reste bien orientée, avec une progression de 8,3 % du nombre de touristes au quatrième trimestre en glissement annuel. Les exportations de produits de la pêche augmentent de 18,5 %, après deux trimestres de ralentissement.

A **Maurice**, l'activité économique poursuit sa progression entamée depuis le début de l'année, avec une hausse de 1,3 % du PIB (CVS) au troisième trimestre 2012. En glissement annuel, le PIB mauricien progresse de 3,9 %, soutenu par la bonne orientation de la consommation des ménages et des exportations de biens, tandis que l'investissement et l'activité touristique reculent.

L'économie **sud africaine** accélère au quatrième trimestre 2012, avec une croissance annualisée du PIB de 2,1 % (CVS) contre 1,2 % le trimestre précédent. L'industrie minière continue de subir les soubresauts de la crise sociale dans les mines, alors que l'industrie manufacturière et les services sont en hausse. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse de 2,5 %, contre 3,5 % en 2011.

Aux **Comores**, l'encours de crédit au secteur privé s'accroît de 4,1 % à fin septembre 2012 par rapport à fin juin 2012, après une hausse de 5,1 % le trimestre précédent.

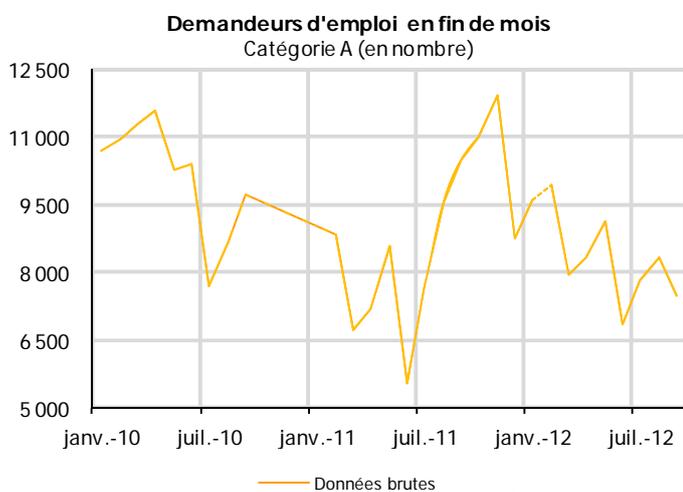
Hausse des prix à la consommation

L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,6 % au quatrième trimestre sous l'effet de la hausse des prix des produits alimentaires et boissons (+ 2,8 %). Les prix des produits manufacturés et de l'énergie se sont accrus très légèrement (+ 0,1 %) tandis que les prix des services ont diminué (- 0,7 %).

Sur un an, l'inflation atteint + 2,8 % contre + 1,3 % pour la France entière. Les prix de tous les produits ont augmenté ; certains fortement comme ceux du tabac (+ 10,6 %), des produits alimentaires et boissons (+ 5,3 %), d'autres plus modérément comme les services (+ 2,6 %), l'énergie (+ 2,0 %) et les produits manufacturés (+ 0,9 %).



Dégradation du marché de l'emploi



Pour le deuxième trimestre consécutif, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) a augmenté (+ 14,9 %) et atteint 8 585 personnes à la fin du mois de décembre. Cette hausse touche particulièrement les femmes de moins de 25 ans ; elle affecte moins celles de plus de 50 ans.

Les offres d'emplois ont enregistré un important recul (- 69,5 % en glissement sur le dernier trimestre).

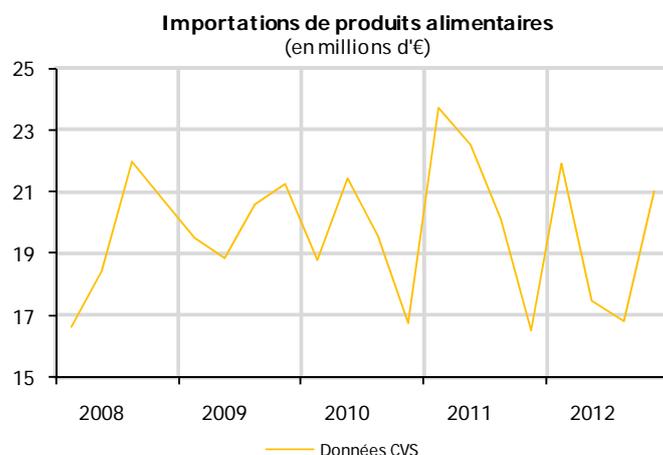
Sur un an, l'évolution de la situation sur le marché du travail est contrastée. Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 1,9 % alors que les offres d'emplois ont chuté de 50,7 %.

Léger redressement de la consommation des ménages

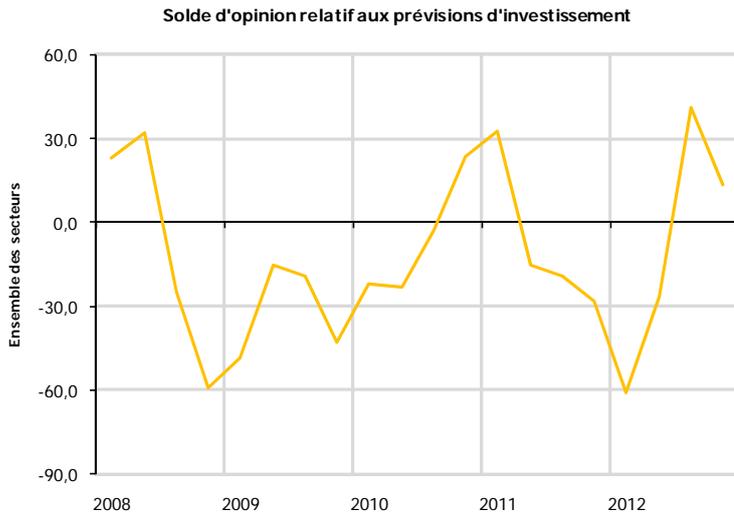
Après deux trimestres consécutifs de recul, la consommation des ménages s'est inscrite en légère hausse au quatrième trimestre 2012. Ainsi, les importations de produits alimentaires (+ 24,9 %, CVS), de produits textiles (+ 9,6 %, CVS) et d'équipements ménagers (+ 6,5 %, CVS) se sont nettement accrues.

Le marché de l'automobile est en revanche resté affecté par une situation économique incertaine. Les immatriculations de véhicules neufs ont baissé de 14,1 % par rapport au trimestre précédent et de 67,0 % en glissement annuel. De même, l'opinion des commerçants continue de se dégrader malgré les fêtes de fin d'année traditionnellement favorables à leur activité.

En diminution continue depuis le début de l'année 2012, les encours bancaires des crédits à la consommation sont de nouveau en baisse (- 0,9 %) ce trimestre. La situation financière de certains ménages est contrastée mais reste précaire : le nombre de retraits de cartes bancaires augmente de 5,3 % alors que les personnes physiques interdites bancaires ont vu leur nombre diminuer (- 0,1 %).



Moindre dynamisme des investissements



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Après une forte augmentation au trimestre précédent, les intentions d'investir des chefs d'entreprise ralentissent ce trimestre mais restent néanmoins bien orientées. Cette évolution est corroborée par la diminution des importations de biens d'équipement professionnel (- 8,7 %, CVS).

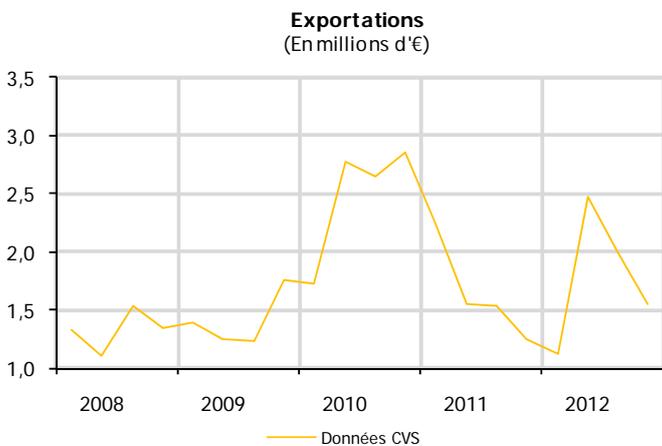
Par contre, les encours bancaires des crédits à l'habitat des ménages augmentent nettement par rapport au trimestre précédent (+ 7,0 %) ; les crédits d'investissement des entreprises s'inscrivent également en hausse (+ 7,3 %), mais à un rythme inférieur à celui du troisième trimestre 2012 (+ 18,5 %).

Les entreprises poursuivent donc leurs investissements, mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent.

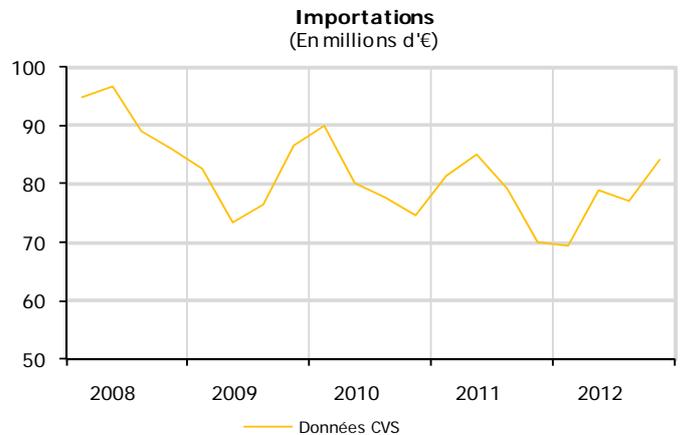
Augmentation des importations

Après une diminution de 9,6 % (données CVS) au troisième trimestre, les importations sont en hausse (+ 9,4 %, CVS) sous l'effet de l'augmentation des importations de produits minéraux et de produits alimentaires.

Les exportations diminuent (- 22,8 %, CVS) pour le deuxième trimestre consécutif, notamment en raison de la baisse conjuguée des exportations et réexportations de machines et appareils, de matériel de transport, de métaux et ouvrages en métaux.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

UNE ACTIVITÉ QUI SE STABILISE

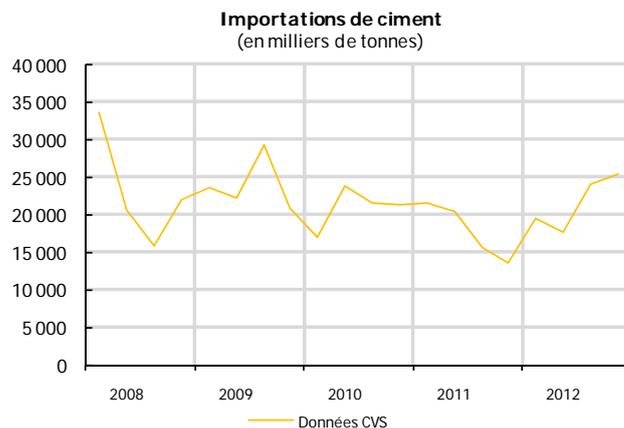
A l'exception de l'activité du secteur du commerce qui se dégrade, celle des autres secteurs reste stable mais à un niveau faible. Les entreprises anticipent toutefois une activité économique en progrès au prochain trimestre.

Dans le **secteur primaire**, les exportations de poissons issus de l'élevage aquacole, qui avaient enregistré une hausse sensible au troisième trimestre, reculent de 43,9 %. Cependant, les quantités exportées confirment une reprise de l'activité qui paraît désormais régulière dans la filière. Les exportations d'essence d'ylang ont chuté de 60,4 %, les quantités exportées demeurant à un niveau très faible. En outre, les importations d'espèces avicoles sont en nette hausse tant sur le trimestre (+ 165,6 %, données CVS) qu'en glissement annuel (+ 221,9 %, données CVS).

Les professionnels du **BTP** notent une activité stable ce trimestre, corroborée par l'évolution des importations de ciment qui ont légèrement augmenté (+ 5,6 %, données CVS). Le secteur a souffert de l'allongement des délais de paiement de ses clients, y compris l'Etat. En manque de réelle visibilité sur l'année 2013, les chefs d'entreprise du secteur fondent leurs espoirs de reprise de l'activité sur la poursuite des chantiers financés par l'Etat et les collectivités publiques.

Contrairement à ce que prévoient les commerçants à la fin du troisième trimestre, l'activité du **commerce** s'est de nouveau dégradée. Dans ce secteur, les chefs d'entreprise notent également une détérioration de l'état de leurs trésoreries et n'envisagent ni d'investir, ni d'augmenter leurs effectifs. Les prévisions pour le prochain trimestre sont pessimistes et la dégradation de l'activité devrait se poursuivre.

L'activité du secteur des **services marchands** s'inscrit en hausse, alors que les chefs d'entreprise prévoient une poursuite de sa dégradation, identique à celle du troisième trimestre 2012. Cette amélioration s'est accompagnée d'une moindre tension sur les trésoreries. Toutefois, ces derniers envisagent une nouvelle dégradation de l'activité et de la trésorerie au trimestre prochain.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonné par l'IEDOM

De niveau toujours faible, l'activité du secteur du **tourisme** semble se stabiliser. Les professionnels du tourisme continuent d'éprouver des difficultés en raison de l'atonie du trafic aérien. Bien que le nombre de passagers hors transit à l'aéroport de Dzaoudzi ait légèrement augmenté (+ 1,7 %, données CVS), le nombre de vols a diminué (- 13,8 %, données CVS).

Malgré l'arrivée d'une nouvelle compagnie aérienne, reliant l'île à la Métropole, les prévisions de trafic aérien restent incertaines en raison des intentions de deux compagnies de réduire le nombre de leurs vols en période creuse (février, avril et mai 2013). Cette décision pourrait avoir des retombées négatives sur l'activité du secteur touristique au cours des prochains mois.

VERS UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2013 ?

Après une accélération au troisième trimestre 2012 expliquée essentiellement par la hausse des stocks, la croissance mondiale s'essouffle au quatrième trimestre, s'inscrivant à 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,5 % en 2013, tirée par les pays émergents et en développement, tandis que les facteurs pesant sur l'activité s'affaibliraient. Toutefois, la reprise sera plus lente que prévue et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés.

Aux Etats-Unis, la croissance a été nulle au quatrième trimestre, alors qu'elle s'établissait à 0,8 % au troisième trimestre. Elle s'est établie en moyenne à 2,3 % en 2012 et devrait ralentir en 2013 à 2,0 %. La croissance de la consommation devrait se raffermir grâce à l'amélioration de la situation financière des ménages liée au redressement du marché immobilier et aux conditions favorables sur les marchés financiers.

Le PIB réel de la zone euro s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre. L'activité des pays de la périphérie a encore été plus déprimée que prévu, ce qui a impacté de manière plus marquée les pays du cœur de la zone. Les conditions d'emprunt du secteur privé ne se sont pas encore améliorées en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques et améliorer la situation financière des pays et des banques de la périphérie. Le FMI table sur une croissance négative sur l'année 2012 (- 0,4 %) de même qu'en 2013 (- 0,2 %).

Selon l'INSEE, le PIB de la France se serait replié de 0,3 % en volume au quatrième trimestre et la croissance serait nulle pour 2012. Le recul du quatrième trimestre est notamment imputable aux variations de stocks et à la baisse de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % de l'économie française pour 2013.

Des politiques monétaires accommodantes ont permis une accélération de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement mais la faiblesse de la demande adressée de même que des goulets d'étranglement de l'offre ont constitué des freins dans certains pays tels que le Brésil et l'Inde. La croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement s'élève à 5,1 % en 2012 et devrait s'accélérer en 2013 à 5,5 % sans atteindre les niveaux de 2010 et 2011.

Sources : FMI (*Mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013*), INSEE, OCDE

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1952-9619